

Rapport dit "Mucyo". Réaction minAE France

Paris dénonce des "accusations inacceptables"

PARIS, 6 août 2008 (AFP)

Le ministère français des Affaires étrangères a dénoncé mercredi des "accusations inacceptables" portées contre la France par une commission d'enquête rwandaise sur le génocide de 1994, tout en soulignant vouloir "construire une nouvelle relation" avec Kigali. "Il y a dans ce rapport des accusations inacceptables portées à l'égard de responsables politiques et militaires français", a déclaré à la presse un porte-parole du ministère, Romain Nadal, précisant que le texte n'avait pas été communiqué à la France "pas les voies officielles". Le rapport d'une commission d'enquête, publié mardi à Kigali, accuse à nouveau la France d'avoir activement "participé" à l'exécution du génocide, et laisse entendre pour la première fois la possibilité de poursuites judiciaires contre d'anciens dirigeants politiques et responsables militaires français. "On peut s'interroger sur l'objectivité du mandat confié à cette commission indépendante chargée par les autorités rwandaises de rassembler les preuves montrant l'implication de l'Etat français dans le génocide perpétré au Rwanda", a poursuivi monsieur Nadal. Mais "notre détermination de construire une nouvelle relation avec le Rwanda, au-delà de ce passé difficile, reste intacte", a souligné le porte-parole. Il a notamment rappelé certaines étapes accomplies en vue d'une réconciliation, comme la rencontre entre le président français Nicolas Sarkozy et son homologue rwandais Paul Kagame à Lisbonne en décembre dernier, et la visite du chef de la diplomatie Bernard Kouchner à Kigali, un mois plus tard. "Nous continuons à placer notre relation avec le Rwanda dans cette perspective d'avenir", a insisté monsieur Nadal.

Au rang des 13 dirigeants français incriminés par le rapport, figurent notamment le président français de l'époque François Mitterrand, décédé depuis, et le ministre des Affaires étrangères Alain Juppé.